



# Les journalistes persécutés ont désormais leur maison à Paris

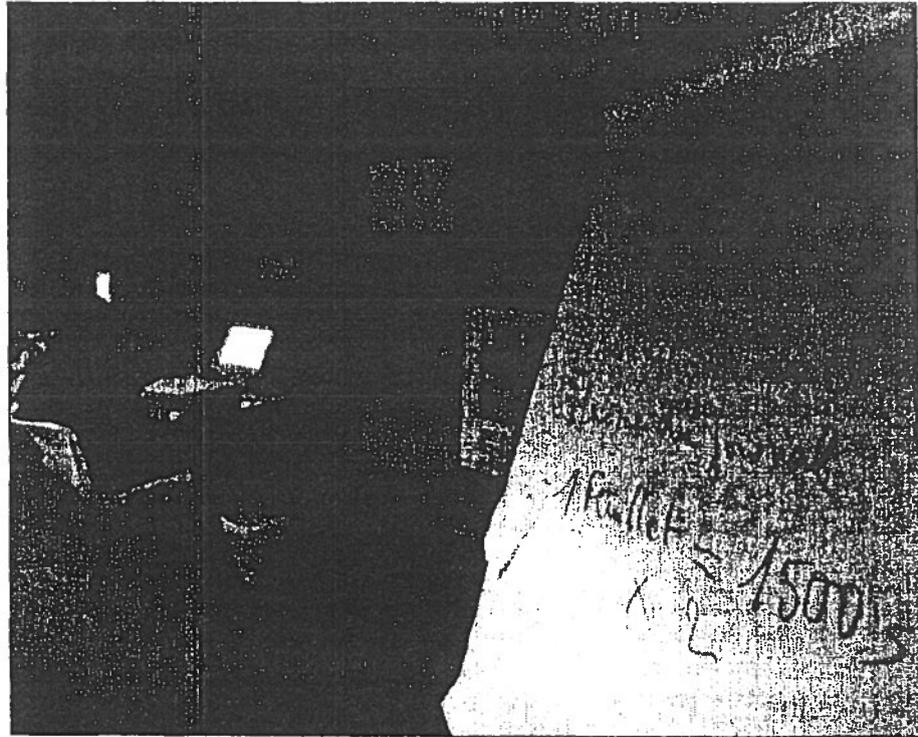
■ Un acte de solidarité envers les professionnels rejetés dans leur pays.

■ Plusieurs sources de financement font fonctionner l'institution.

Ils sont algériens, birmans, camerounais, cubains, ou pakistanais. Contraints de fuir leur pays « pour avoir voulu exercer leur métier d'informer », ces journalistes étrangers ont désormais leur maison à Paris. (Quinze d'entre eux, treize hommes et deux femmes, résident déjà à la Maison des Journalistes (MDJ), située rue Cauchy, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Cette ancienne usine, construite en 1936, de 760 m<sup>2</sup> sur quatre niveaux, a été soigneusement réhabilitée : hauts murs blancs, carrelages mosaïqués et matériaux sobres.

## Le temps d'obtenir le statut de réfugié

« La Maison est une passerelle », explique Danièle Ohayon, journaliste à France



PARIS, RUE CAUCHY (XV<sup>e</sup>). Désormais installée officiellement, La Maison des journalistes fait de Paris une capitale qui marque son attention envers les journalistes étrangers indésirables chez eux.

Info, qui a porté le projet avec Philippe Spinau, réalisateur. « Nous accueillons ces journalistes sans moyens, au moment où ils ne peuvent se projeter dans l'avenir, pour six mois, le temps d'obtenir le statut de réfugié ». Tous les journalistes sont

adressés par la MDJ à l'organisation Reporters sans frontières (RSF) qui filtre et vérifie les candidatures. La MDJ héberge gratuitement, fournit carte téléphonique, carte orange, bon d'achat quotidien de 8,5 €. Elle leur propose une

aide administrative, pour travailler (ordinateurs, connexion Internet...). Autre originalité, les médias français assurent la moitié du budget de fonctionnement. « C'est un acte concret de solidarité », explique Danièle Ohayon.

Christine Pouget.

18. Les journalistes étrangers persécutés ont désormais leur maison à Paris  
Christine Pouget  
La République du Centre  
3 décembre, 2003

## REPERES

### ■ Statut.

Association loi 1901, imaginée et créée en juin 2000 par la journaliste Danièle Ohayon, qui en est sa présidente et Philippe Spinau, réalisateur, son directeur.

### ■ Adresse.

La première MDJ a ouvert ses portes en France en mai 2002 à Bobigny (Seine-Saint-Denis), avant de s'installer dans ses locaux définitifs au 35, rue Cauchy (Paris 15<sup>e</sup>).

### ■ Coût.

Réhabilitation : 770.000 €. La Ville de Paris, propriétaire de l'immeuble a apporté une subvention de 124.000 €. Le Conseil régional d'Ile-de-France une aide de 196.000 €. L'association a été aidée également par la Caisse

des dépôts, les NMPP, le Parlement européen, le Sénat, Pathé...

### ■ Budget.

14 médias ont apporté chacun 11.145 € et trois ont apporté 55.000 €. La seconde source de financement (50%) vient du Fonds européen pour les réfugiés (organe de la Commission européenne géré, en France, par le secrétariat d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion).

### ■ Origines.

Depuis 2002, la MDJ a reçu 26 journalistes venant des pays suivants : Algérie, Bangladesh, Biélorussie, Birmanie, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, République démocratique du Congo, Cuba, Haïti, Pakistan, Syrie, Tchad, Togo, Tunisie et Yémen.

## « J'ai un sentiment profond de gratitude »

« Jérémie », est venu de Birmanie. Rédacteur d'une association sur les droits de l'Homme, il a dû quitter son pays, s'est réfugié en Thaïlande sans papiers, avant de gagner la France : « Je suis loin de mon pays depuis 13 ans. Mais ici, je ne crains plus la police, ni d'être arrêté. Ce n'est pas seulement un logement, c'est une maison ».

« Nous avons emménagé le 1<sup>er</sup> octobre, l'ambiance n'est pas encore conviviale, mais cela va venir », témoigne un journaliste maghrébin condamné à 10 mois de prison dans son pays et privé de passeport pendant 9 ans. « C'est une institution unique. J'ai un profond sentiment de

gratitude. Cette institution traduit une idée de la France généreuse et respectueuse. C'est la France qui se réconcilie ».

Joseph, Camerounais, a fui son pays en juin, en raison d'articles qui ont déplu, laissant mère, femme et enfant. Il se dit « en train de remonter la pente ».

« Demandeuse d'asile, sans papiers, sans travail, sans ressources, sans repères, j'avais tout perdu : ma dignité, mon intimité, je n'étais plus que l'ombre de moi-même. Quand je fus admise à la Maison, je dormis pour la première fois dans un lit. Enfin, j'avais un peu d'espace à moi », explique Claire.